

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/REG108/1  
25 juillet 2000

(00-3070)

Comité des accords régionaux

Original: anglais

## ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE L'ESTONIE ET L'UKRAINE

Le texte de l'Accord de libre-échange est reproduit dans le présent document.<sup>1</sup>

---

## ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE L'ESTONIE ET L'UKRAINE

*Les Républiques d'Estonie et d'Ukraine* (ci-après dénommées "les Parties"),

*Rappelant* leur intention de prendre une part active au processus d'intégration économique en Europe et se déclarant prêtes à collaborer à la recherche des voies et moyens propices à l'accélération de ce processus,

*Rappelant* leur ferme attachement à l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, à la Charte de Paris et notamment aux principes énoncés dans le document final de la Conférence CSCE de Bonn sur la coopération économique en Europe,

*Réaffirmant* leur attachement au principe de l'état de droit fondé sur la primauté du droit, les droits de l'homme et les libertés fondamentales,

*Désireuses* de créer des conditions favorables au développement et à la diversification du commerce entre elles et à la promotion de la coopération commerciale et économique dans les domaines d'intérêt commun basée sur l'égalité, les avantages mutuels et le droit international,

*Résolues* à contribuer au renforcement du système commercial multilatéral ainsi qu'à développer leurs relations commerciales conformément aux principes de base édictés par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT/OMC),

*Se déclarant* prêtes à examiner la possibilité de développer et d'approfondir leurs relations en vue de les étendre aux domaines non couverts par cet accord,

*Sont convenues* de ce qui suit:

---

<sup>1</sup> Les annexes et Protocoles qui accompagnent l'Accord ont été communiqués au Secrétariat où les Membres intéressés peuvent les consulter (bureau 3006).

## *Article 1*

### Objectifs

1. Conformément aux dispositions du présent accord, les Parties établissent progressivement une zone libre-échange.
2. Les objectifs du présent accord, qui est basé sur les relations commerciales entre des économies de marché, sont les suivants:
  - a) promouvoir, par l'expansion des échanges commerciaux, le développement harmonieux des relations économiques entre l'Estonie et l'Ukraine et ainsi favoriser les progrès de l'activité économique, l'amélioration des conditions de vie et de travail, l'accroissement de la productivité, de la stabilité financière et une croissance durable pour les deux Parties;
  - b) assurer des conditions équitables de concurrence pour les échanges entre les Parties;
  - c) développer et intensifier, dans la mesure du possible, la coopération dans les domaines non couverts par le présent accord, notamment pour ce qui concerne la promotion des investissements, la coopération économique et scientifique, l'aide économique et la protection de l'environnement.

## *Article 2*

### Comité mixte

1. Il est institué un Comité mixte, qui est responsable de l'administration du présent accord et qui veillera à sa mise en œuvre. À cette fin, il suit de près le développement de la coopération commerciale et économique entre les Parties et prend toute mesure correspondante nécessaire à l'amélioration et au développement de ces relations. Les décisions du Comité mixte sont appliquées par les Parties en conformité avec leurs législations propres.
2. Aux fins de la bonne mise en œuvre du présent accord, les Parties procèdent à des échanges d'informations et, à la demande de l'une ou l'autre d'entre elles, tiennent des consultations au sein du Comité mixte.
3. Le Comité mixte est constitué, d'une part, de représentants d'Estonie, et d'autre part, de représentants d'Ukraine, tous disposant des mêmes pouvoirs.
4. Le Comité mixte agit d'un commun accord.
5. Les Parties exercent la présidence du Comité mixte en alternance.
6. Les réunions du Comité mixte se tiennent au moins une fois par an en vue de procéder à un examen du fonctionnement général de l'Accord. En outre, le Comité mixte se réunit lorsque des circonstances spéciales l'exigent, à la demande de l'une ou l'autre des Parties.
7. Le Comité mixte peut décider de constituer tout sous-comité ou groupe de travail propre à l'assister dans l'accomplissement de ses tâches.

8. Le Comité mixte peut prendre de façon indépendante des décisions relatives à l'application du présent accord. Le Comité mixte formule des recommandations au sujet des amendements et modifications du présent accord.

### *Article 3*

#### Champ d'application

Le présent accord s'applique aux produits relevant des chapitres 1 à 97 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, originaires d'Estonie ou d'Ukraine.

### *Article 4*

#### Règles d'origine et coopération en matière d'administration douanière

1. Le Protocole A définit les règles d'origine et les méthodes de coopération administrative.
2. Les Parties adoptent les mesures appropriées, y compris les examens périodiques effectués par le Comité mixte et les arrangements de coopération administrative, propres à garantir l'application effective et harmonieuse des dispositions du Protocole A ainsi que de l'article 5 (Interdiction et suppression des droits de douane à l'importation et des taxes d'effet équivalent), l'article 6 (Interdiction et suppression des droits de douane à l'exportation et des taxes d'effet équivalent), l'article 7 (Interdiction et suppression des restrictions quantitatives à l'importation ou à l'exportation et des mesures d'effet équivalent), l'article 10 (Impositions intérieures) et l'article 18 (Réexportation et pénurie grave) de l'Accord, à réduire autant que possible les formalités auxquelles sont soumis les échanges, et à trouver des solutions mutuellement satisfaisantes à toutes les difficultés que soulève l'application de ces dispositions.

### *Article 5*

#### Interdiction et suppression des droits de douane à l'importation et des taxes d'effet équivalent

1. Aucun nouveau droit de douane à l'importation ni aucune nouvelle taxe d'effet équivalent ne sont introduits dans les échanges entre les Parties.
2. Les droits de douane à l'importation et les taxes d'effet équivalent sont supprimés à la date d'entrée en vigueur du présent accord.
3. Les dispositions du présent article s'appliquent également aux droits de douane à caractère fiscal. Les Parties peuvent remplacer un droit de douane par une imposition intérieure.

### *Article 6*

#### Interdiction et suppression des droits de douane à l'exportation et des taxes d'effet équivalent

1. Aucun nouveau droit de douane à l'exportation ni aucune nouvelle taxe d'effet équivalent n'est introduite dans les échanges entre les Parties.
2. Les droits de douane à l'exportation et les taxes d'effet équivalent sont supprimés à la date d'entrée en vigueur du présent accord.

#### *Article 7*

##### Interdiction et suppression des restrictions quantitatives à l'importation ou à l'exportation et des mesures d'effet équivalent

1. Aucune nouvelle restriction quantitative à l'importation ou à l'exportation ni aucune mesure d'effet équivalent n'est introduite dans les échanges entre les Parties.
2. Les restrictions quantitatives à l'importation ou à l'exportation et les mesures d'effet équivalent sont supprimées à la date d'entrée en vigueur du présent accord.

#### *Article 8*

##### Exceptions générales

Le présent accord n'empêche pas l'application de prohibitions ou de restrictions à l'importation, à l'exportation ou au transit des marchandises qui se justifient par des raisons liées à la moralité, à l'ordre ou à la sécurité publics; à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux et de l'environnement; à la protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique; à la protection de la propriété intellectuelle; aux lois et réglementations concernant les pierres et métaux précieux. Toutefois, ces prohibitions ou restrictions ne doivent pas constituer un moyen de discrimination arbitraire, ni une restriction déguisée au commerce entre les Parties.

#### *Article 9*

##### Monopoles d'État

1. Les Parties garantissent que tout monopole d'État de nature commerciale fera l'objet d'un aménagement de manière à ce qu'il n'existe plus aucune discrimination entre les ressortissants des Parties pour ce qui concerne les conditions d'achat et d'étiquetage des marchandises. Ces marchandises sont produites et commercialisées conformément aux considérations d'ordre commercial.
2. Le présent article s'applique aux institutions par l'intermédiaire desquelles les autorités compétentes des Parties, *de jure ou de facto*, contrôlent, dirigent ou influencent sensiblement, directement ou indirectement, les importations ou exportations entre les Parties. Le présent article s'applique également aux monopoles délégués par un État à d'autres États.

#### *Article 10*

##### Impositions intérieures

1. Les Parties s'abstiennent d'appliquer sur le plan intérieur toute mesure ou pratique de nature fiscale établissant, directement ou indirectement, une discrimination entre les produits originaires de l'une des Parties et les produits similaires originaires de l'autre Partie.
2. Les produits exportés vers le territoire de l'une des Parties ne peuvent bénéficier d'une ristourne d'impositions intérieures supérieure au montant des impositions qui les frappent, directement ou indirectement.

### *Article 11*

#### Paielements

1. Les paiements afférents aux échanges commerciaux ainsi que le transfert de ces paiements en direction du territoire de la Partie sur lequel réside le créancier ne sont soumis à aucune restriction.
2. Les Parties s'abstiennent d'appliquer toute restriction de change ou administrative concernant l'octroi, le remboursement ou l'acceptation de crédits à court et à moyen terme couvrant des transactions commerciales.

### *Article 12*

#### Protection juridique de la propriété intellectuelle

1. Les Parties garantissent une protection juridique adéquate, effective et non discriminatoire des droits de propriété intellectuelle. En établissant cette protection juridique, notamment contre la contrefaçon et le piratage, elles adoptent et appliquent des mesures adéquates, effectives et non discriminatoires.
2. En matière de propriété intellectuelle, les Parties n'appliquent pas aux ressortissants de l'autre Partie un traitement moins favorable que celui appliqué aux ressortissants d'un État tiers.
3. Les Parties peuvent appliquer, au moyen de leurs lois et réglementations nationales, une protection juridique supérieure à celle prévue par le présent article, pour autant que cette protection juridique ne soit pas contraire aux dispositions du présent accord.
4. Si l'une des Parties estime que l'autre Partie a dérogé à ses obligations au titre du présent article, l'article 23 (Exécution des obligations), paragraphe 2 est applicable.
5. Les Parties au présent accord conviennent de modalités appropriées en matière d'assistance technique et de coopération des autorités respectives des Parties.

### *Article 13*

#### Règles de concurrence entre entreprises

1. Sont incompatibles avec le bon fonctionnement du présent accord, dans la mesure où ils sont susceptibles d'influer sur les échanges entre les Parties:
  - a) tous les accords entre entreprises, les décisions prises par des associations d'entreprises et les pratiques concertées entre entreprises qui ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence;
  - b) l'exploitation abusive, par une ou plusieurs entreprises, d'une position dominante sur l'ensemble ou dans une partie substantielle des territoires des Parties.
2. Si une Partie estime qu'une pratique donnée est incompatible avec les dispositions du paragraphe 1 du présent article, elle peut prendre les mesures appropriées après la tenue de consultations au sein du Comité mixte ou après une période de trente jours suivant la demande de ces consultations.

#### *Article 14*

##### Aides gouvernementales

1. Toute aide accordée par une Partie sous quelque forme que ce soit, qui fausse ou menace de fausser le jeu de la concurrence en favorisant certaines entreprises ou la production de certaines marchandises est incompatible avec le bon fonctionnement du présent accord dans la mesure où elle influe sur les échanges entre les Parties.
2. Les Parties garantissent la transparence des mesures d'aide gouvernementale par l'échange d'informations, à la demande de l'une ou l'autre des Parties.
3. Le Comité mixte supervise l'application des mesures d'aide gouvernementale et élabore de nouveaux règlements de mise en œuvre pour les aides gouvernementales autres que les aides à l'exportation.
4. Si une Partie estime qu'une pratique donnée est incompatible avec le paragraphe 1 du présent article, elle peut prendre les mesures appropriées suivant les conditions et la procédure établies à l'article 20 (Procédure d'application des mesures de sauvegarde) du présent accord.

#### *Article 15*

##### Dumping

Si une Partie constate l'existence d'un dumping au sens de l'Article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce dans les relations commerciales qui sont régies par le présent accord, elle peut prendre des mesures appropriées contre cette pratique conformément à cet article et les accords connexes, suivant les conditions et la procédure établies à l'article 20 (Procédure d'application des mesures de sauvegarde) du présent accord.

#### *Article 16*

##### Mesure d'urgence portant sur l'importation d'un produit spécifique

Si une augmentation des importations d'un produit donné, originaire d'Estonie ou d'Ukraine, se fait dans des quantités telles ou à des conditions telles qu'elle cause ou risque de causer:

- a) un dommage grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents établis sur le territoire de l'autre Partie; ou
- b) de graves perturbations dans un secteur connexe de l'économie ou des difficultés de nature à entraîner une sévère détérioration de la situation économique d'une région,

la Partie concernée peut prendre des mesures appropriées suivant les conditions et la procédure établies à l'article 20 (Procédure d'application des mesures de sauvegarde) du présent accord.

#### *Article 17*

##### Ajustement structurel

Les mesures exceptionnelles ne peuvent viser que des industries naissantes ou certains secteurs en cours de restructuration ou connaissant de graves difficultés, en particulier lorsque ces difficultés causent des problèmes sociaux importants.

Ces mesures sont appliquées pendant une période qui ne peut pas dépasser cinq ans, à moins que le Comité mixte n'autorise un délai plus long, et ne peuvent être introduites après un délai de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord.

#### *Article 18*

##### Réexportation et pénurie grave

Lorsque l'application des dispositions des articles 6 (Interdiction et suppression des droits de douane à l'exportation et des taxes d'effet équivalent) et 7 (Interdiction et suppression des restrictions quantitatives à l'importation ou à l'exportation et des mesures d'effet équivalent) donne lieu:

- a) à la réexportation vers un pays tiers à l'égard duquel la Partie exportatrice maintient pour les produits en question des restrictions quantitatives à l'exportation, des droits de douane à l'exportation ou des mesures ou taxes d'effet équivalent; ou
- b) à une pénurie grave d'un produit essentiel pour la Partie exportatrice, ou à la menace d'une telle pénurie;

et lorsque les situations précitées causent ou risquent de causer de graves difficultés à la Partie exportatrice, cette dernière peut prendre des mesures appropriées suivant les conditions et la procédure établies à l'article 20 (Procédure d'application des mesures de sauvegarde) du présent accord.

#### *Article 19*

##### Difficultés de balance des paiements

1. Si l'une des Parties éprouve ou est menacée d'éprouver de façon imminente de sérieuses difficultés de balance des paiements, elle peut, conformément aux clauses et conditions établies dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT/OMC) et les instruments juridiques associés, adopter des mesures commerciales restrictives, qui seront d'une durée limitée et qui ne pourront pas aller au-delà de ce qui est nécessaire pour remédier à la situation de la balance des paiements. Les Parties accordent la préférence aux mesures basées sur les prix. Ces mesures sont supprimées lorsque les conditions ne justifient plus leur maintien. Les Parties s'informent immédiatement l'une l'autre de l'introduction de ces mesures et se communiquent un calendrier pour leur suppression.

2. Néanmoins, les Parties s'engagent à éviter d'imposer des mesures restrictives à des fins de balance des paiements.

#### *Article 20*

##### Procédure d'application des mesures de sauvegarde

1. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 5 du présent article, la Partie qui envisage de recourir à des mesures de sauvegarde en avise dans les moindres délais l'autre Partie et communique tous renseignements utiles. Des consultations entre les Parties ont lieu sans délai au sein du Comité mixte en vue de trouver une solution mutuellement acceptable.

- 2
- a) S'agissant de l'article 14 (Aides gouvernementales), la Partie concernée prête au Comité mixte toute l'assistance nécessaire en vue de l'examen de l'affaire et, s'il y a lieu, élimine la pratique incriminée. À défaut pour la Partie en cause d'avoir mis fin à la pratique incriminée dans le délai fixé par le Comité mixte, ou à défaut d'accord au sein de ce dernier après la tenue de consultations, ou 30 jours après qu'il a été saisi de l'affaire, la Partie concernée peut adopter des mesures appropriées pour remédier aux difficultés résultant de la pratique en question.
  - b) S'agissant des articles 15 (Dumping), 16 (Mesure d'urgence portant sur l'importation d'un produit spécifique) et 18 (Réexportation et pénurie grave), le Comité mixte examine l'affaire ou la situation et peut prendre toute décision utile pour mettre fin aux difficultés notifiées par la Partie concernée. À défaut de décision dans un délai de 30 jours, à compter de celui où le Comité mixte a été saisi de l'affaire, la Partie concernée peut adopter les mesures nécessaires en vue de remédier à la situation.
  - c) S'agissant de l'article 23 (Exécution des obligations), la Partie concernée communique au Comité mixte tous les renseignements utiles à un examen approfondi de la situation en vue de rechercher une solution mutuellement acceptable. À défaut pour le Comité mixte de trouver une telle solution, ou si une période de trois ans s'est écoulée depuis la date de la notification, la Partie concernée peut prendre les mesures appropriées.
3. Les mesures de sauvegarde qui sont prises sont notifiées immédiatement à l'autre Partie. Elles se limitent, dans leur ampleur et dans leur durée, à ce qui est strictement nécessaire pour remédier à la situation qui en a provoqué l'application et ne vont pas au-delà du dommage causé par la pratique ou les difficultés en question. Priorité est donnée aux mesures qui perturbent le moins le fonctionnement du présent accord.
4. Les mesures de sauvegarde font l'objet de consultations périodiques, en vue de leur assouplissement, de leur substitution ou de leur suppression dès que possible.
5. Lorsque des circonstances exceptionnelles nécessitant une intervention immédiate excluent un examen préalable, la Partie concernée peut, dans les situations visées aux articles 13 (Règles de concurrence entre entreprises), 14 (Aides gouvernementales), 15 (Dumping), 16 (Mesure d'urgence portant sur l'importation d'un produit spécifique) et 18 (Réexportations et pénurie grave), appliquer immédiatement les mesures provisoires et de précaution strictement nécessaires pour remédier à la situation. Les mesures sont notifiées sans délai au Comité mixte et des consultations entre les Parties ont lieu dès que possible.

### *Article 21*

#### Exceptions concernant la sécurité

Aucune disposition du présent accord n'empêche une Partie de prendre toutes mesures qu'elle estime nécessaires:

- a) en vue d'empêcher la divulgation de renseignements contraires aux intérêts essentiels de sa sécurité;
- b) en vue de protéger les intérêts essentiels de sa sécurité, de s'acquitter d'obligations sur le plan international ou de mettre en œuvre des politiques nationales:



- i) se rapportant au trafic d'armes, de munitions et de matériel de guerre, à condition que ces mesures n'altèrent pas les conditions de concurrence en ce qui concerne les produits non destinés à des fins spécifiquement militaires, et à tout commerce d'autres articles, matériel et services destinés directement ou indirectement à assurer l'approvisionnement des forces armées; ou
- ii) se rapportant à la non-prolifération des armes biologiques et chimiques, de l'armement atomique ou d'autres engins explosifs nucléaires; ou
- iii) appliquées en temps de guerre ou en cas de grave tension internationale.

*Article 22*

Clause évolutive

Les Parties reconnaissent l'importance croissante des domaines tels que ceux des services, des investissements et de la mise en œuvre de projets conjoints. Lorsqu'une Partie estime qu'il serait utile, dans l'intérêt des économies des Parties, de développer et d'approfondir les relations établies par le présent accord, en les étendant à des domaines non couverts par celui-ci, elle soumet une demande motivée à l'autre Partie. Les Parties peuvent confier au Comité mixte le soin d'examiner cette demande et, s'il y a lieu, de formuler des recommandations, notamment en vue d'engager des négociations.

*Article 23*

Exécution des obligations

1. Les Parties prennent toutes les mesures nécessaires à la réalisation des objectifs fixés par le présent accord ainsi qu'à l'exécution de leurs obligations dans le cadre du présent accord.
2. Si l'une ou l'autre Partie estime que l'autre Partie a manqué à ses obligations au titre du présent accord, la Partie concernée peut prendre les mesures appropriées après la tenue de consultations au Comité mixte, suivant les conditions et la procédure établies à l'article 20 (Procédure d'application des mesures de sauvegarde).

*Article 24*

Annexes et protocoles

Les annexes et Protocoles au présent accord en font partie intégrante.

*Article 25*

Unions douanières, zones de libre-échange et commerce frontalier

Le présent accord n'empêche pas le maintien ou l'établissement d'unions douanières, de zones de libre-échange ou d'arrangements relatifs au commerce frontalier, dans la mesure où ceux-ci n'ont aucun effet préjudiciable sur le régime des échanges des Parties, et notamment les dispositions relatives aux règles d'origine prévues par le présent accord.

*Article 26*

Modifications

Les modifications au présent accord sont soumises aux Parties pour acceptation et entrent en vigueur conformément à l'article 27 du présent accord.

*Article 27*

Entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur 30 jours à compter de la date à laquelle les deux Parties se sont notifiées l'une l'autre par écrit et lorsqu'elles se sont acquittées des obligations constitutionnelles ou autres obligations légales nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord. L'Accord reste en vigueur pendant une durée indéterminée.

*Article 28*

Dénonciation

Chacune des Parties peut dénoncer le présent accord au moyen d'une notification écrite adressée à l'autre Partie. Le présent accord cesse d'être en vigueur six mois après la date à laquelle la notification a été reçue par l'autre Partie.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord.

FAIT à Tallinn, le 24 mai 1995 en deux exemplaires originaux, chacun en langue estonienne, ukrainienne et anglaise. En cas de litige, le texte anglais est utilisé.

Pour la République d'Estonie

Pour l'Ukraine

---